

Vendredi 21 février 2025

Manque de moyens nationaux de sécurité pour Rouen et sa métropole : l'Etat doit agir rapidement, concrètement et réellement

Deux braquages ont eu lieu récemment sur les Hauts de Rouen, dont l'un s'est déroulé hier en fin de journée à la pharmacie de la Grand'Mare. Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, Maire de Rouen, était sur place dès hier soir et est resté longuement auprès des employés et des habitants. L'enquête est en cours.

Pour Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, Maire de Rouen et Président de la Métropole Rouen Normandie :

« Nos pensées vont aux employés de la pharmacie, aux habitants et aux commerçants du quartier.

Depuis 2019 les Hauts de Rouen sont un des 60 quartiers de France dits 'de reconquête républicaine', où la sécurité n'est pas assurée par la police municipale mais bien directement par la police nationale, censée bénéficier de moyens supplémentaires. Or, ce n'est malheureusement pas le cas. Comme cela m'a été expressément confirmé par les services du Premier Ministre lors d'un entretien à Matignon il y a quelques semaines, il manque toujours « une centaine d'effectifs de police nationale » sur le secteur de Rouen et de son agglomération. C'est inacceptable ! Il y a urgence !

C'est d'autant plus dommageable pour les Hauts de Rouen que le quartier connaît plutôt une nouvelle dynamique positive ces dernières années, avec de nouveaux projets (nouvelle piscine, nouveau centre commercial au Châtelet, renouvellement de l'habitat...) et notamment un taux d'occupation des cases commerciales de la Grand'Mare qui est passé de moins de 50% en 2020 à plus de 90% en 2025.

Bien que la politique de sécurité relève de l'Etat et non d'une compétence municipale, nous avons réalisé des efforts considérables en la matière depuis 2020 : hausse de 20% des effectifs de police municipale, création d'une brigade de nuit et d'une brigade cynophile; triplement du nombre de caméras de vidéoprotection sur la Ville (42 en 2020, 111 en 2024, 126 d'ici la fin de l'année 2025) et doublement sur les Hauts de Rouen (13 en 2020, 27 en 2024, 28 d'ici la fin de l'année 2025), création en 2025 d'un poste de police municipale à St-Sever...

Face à l'insécurité, nous prenons toute notre part. Avec de nombreux élus locaux de différents bords politiques, nous n'avons cessé d'alerter depuis des années. Ce braquage le démontre à nouveau : il y a urgence ! Nous demandons que l'Etat agisse rapidement, concrètement et réellement. »